

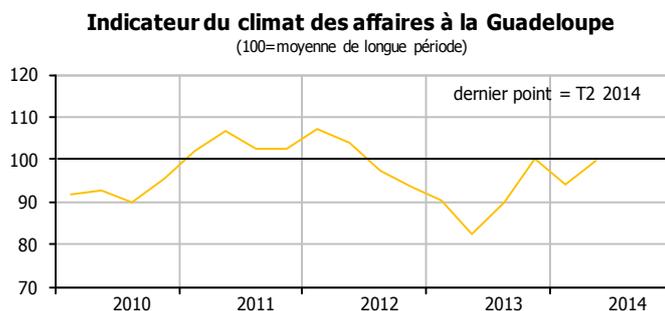
## Tendances conjoncturelles

2<sup>e</sup> trimestre 2014

### LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE À LA GUADELOUPE

#### Progression de l'indicateur du climat des affaires

L'indicateur du climat des affaires (ICA) progresse au deuxième trimestre 2014. À 99,6 points, l'indicateur s'établit au niveau de sa moyenne de longue période dont il s'était écarté après un recul au trimestre précédent. Cette amélioration de l'ICA s'explique principalement par l'appréciation globalement positive portée par les chefs d'entreprise, tant sur le trimestre passé que sur le trimestre à venir. Les effectifs et la trésorerie, en particulier, sont mieux orientés. En revanche, les opinions défavorables des entrepreneurs sur l'activité prévue ainsi que celles moins positives sur l'investissement pèsent négativement sur l'indicateur.



Source : Enquête de conjoncture IEDOM

Le marché du travail enregistre un léger mieux mais n'indique pas encore d'orientation durablement favorable. La consommation des ménages est en berne et l'investissement progresse peu. Conséquence de la faiblesse de la demande intérieure, les échanges commerciaux sont en baisse.

D'après l'enquête de conjoncture, l'activité est en hausse au deuxième trimestre 2014 après avoir marqué le pas en début d'année. Les chefs d'entreprise restent prudents malgré l'amélioration du climat des affaires. En particulier, dans le secteur du tourisme, l'épidémie de Chikungunya fait craindre aux professionnels une chute de la fréquentation de l'île à l'image de l'expérience réunionnaise. Pour le prochain trimestre, les prévisions d'activité sont en baisse dans la plupart des secteurs, tandis que les délais de paiement devraient toujours être détériorés.

#### ZONE CARAÏBE : DES PERSPECTIVES QUI S'AMÉLIORENT GLOBALEMENT

Selon la **Commission Économique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (CEPALC)**, la croissance de la **zone Caraïbe** devrait atteindre 2,0 % en 2014 (après +1,2 % en 2013) dans un contexte de stabilisation de l'inflation à 4,4% (+5,1 % en 2013) et de réduction de déficit budgétaire à 3,2% du PIB (3,6% du PIB en 2013). Cette progression est portée par l'amélioration de la situation des principales économies mondiales et par la stabilisation du système financier des économies caribéennes.

Au sein de l'union monétaire de l'**Organisation des États de la Caraïbe Orientale (OECO)**, la reprise du BTP et l'amélioration de l'industrie touristique favorisent l'activité économique. La zone bénéficie ainsi d'une prévision de croissance de 1,7% en 2014 (après +1,1% en 2013). Le principal risque pour la croissance de ces économies réside dans la fragilité des finances publiques des pays membres. A cet effet, les stratégies de consolidations budgétaires devraient limiter les dépenses des gouvernements. Dans ce contexte, la Banque centrale de la Caraïbe orientale maintient son taux minimum de rémunération des dépôts à 3,0% et son taux d'escompte à 6,5%.

En **Jamaïque**, les estimations de croissance du PIB sont en hausse à 1,2 % en 2014 (après +0,1 % en 2013). Les principaux défis de l'île concernent la forte inflation (+7,3 % sur un an à fin mai 2014) et l'importance de la dette publique (132 % du PIB en 2014).

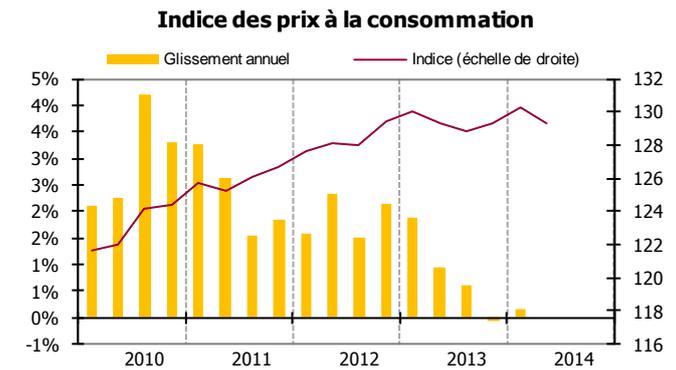
À **Trinidad et Tobago**, la croissance économique annuelle est estimée à 2,0 % en 2014 (après +1,6 % en 2013), encouragée par des réformes budgétaires et monétaires. L'inflation diminue (+3,3 % sur un an en avril 2014 contre +5,5 % un an plus tôt) en raison de la baisse des prix des produits alimentaires.

Sources : Commission Économique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes, Banque centrale de la Caraïbe orientale

## Légère baisse des prix

À fin juin, l'indice des prix à la consommation diminue de 0,7 % en variation trimestrielle après avoir augmenté d'autant à fin mars (+0,7 %). Cette évolution s'explique principalement par la baisse des prix des services (-1,6 %), des produits manufacturés (-0,5 %), et dans une moindre mesure par celle des prix de l'alimentation (-0,1 %). Les prix de l'énergie progressent sur le trimestre (+0,9 %), en lien avec la hausse des prix des produits pétroliers (+1,2 %).

En glissement annuel, l'inflation est stable (+0,0 %). La hausse des prix de l'alimentation (+0,2 %) et des services (+0,2 %) compense la baisse des prix des produits manufacturés (-0,3 %) et de l'énergie (-0,4 %).



Source : Insee

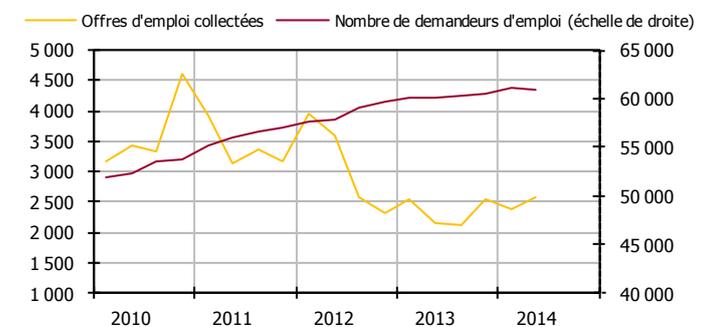
## Le marché du travail un peu mieux orienté

Au deuxième trimestre, les demandeurs d'emploi de catégorie A (60 820 inscrits à Pôle Emploi) sont moins nombreux qu'au cours du trimestre précédent (-0,4 % en variation trimestrielle, CVS). Les demandeurs d'emploi de moins de 25 ans inscrits à Pôle Emploi continuent de diminuer sur le trimestre (-2,9 %, CVS). Ceux âgés de 25 à 49 ans reculent de 1,2 % (CVS) après avoir augmenté de 0,3 % à fin mars. En revanche, le nombre de demandeurs d'emploi seniors (plus de 50 ans) augmente encore au deuxième trimestre (+3,0 %, CVS).

Sur un an, le nombre de demandeurs d'emploi enregistre une progression de 0,8 % (CVS) après +1,6 % à fin mars. Au plan national, la progression s'établit à +3,8 % (CVS).

Les offres d'emploi collectées repartent à la hausse (+7,5 % en variation trimestrielle, CVS) après avoir diminué au trimestre précédent (-6,6 %, CVS). Cette augmentation concerne uniquement les offres d'emploi temporaires (moins de 6 mois, +30,8 %, CVS), les offres d'emploi durables (6 mois ou plus) ayant diminué de 10,4 % (CVS).

## Demandeurs d'emploi DEFMA et offres d'emploi collectées (données CVS)



Source : DIECCTE

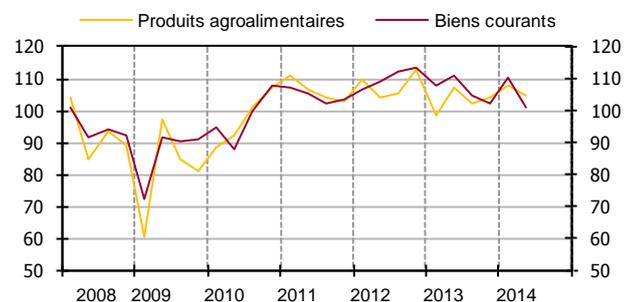
## Recul de la consommation des ménages

La consommation des ménages est en baisse au deuxième trimestre, effaçant l'amélioration enregistrée au trimestre précédent.

Les importations de l'ensemble des catégories de produits destinés aux ménages diminuent sur le trimestre. Les importations des produits de biens de consommation reculent de 8,3 % (CVS), et atteignent leur plus bas niveau depuis le troisième trimestre 2011. Les importations de produits agroalimentaires affichent un recul de 2,9 % (CVS), et celles des biens d'équipement à destination des ménages de 7,6 % (CVS). Sur un an, les évolutions sont également négatives, en particulier pour les importations de biens de consommation (-8,7 %, CVS) et d'équipement (-13,4 %, CVS).

L'encours des crédits à la consommation enregistre une légère baisse (-0,1 %) entre fin mars 2014 et fin juin 2014. En glissement annuel, l'encours est stable. Selon l'enquête de conjoncture, l'activité du secteur du commerce se stabilise par rapport au trimestre passé, après avoir subi une légère détérioration au premier trimestre.

## Importations de biens destinés aux ménages (CVS, en millions d'euros)



Source : Douanes

Les indicateurs de vulnérabilité des ménages s'améliorent sur le trimestre. En particulier, le nombre de dossiers de surendettement diminue de 10,7 %, et le nombre de retrait de cartes bancaires recule de 3,4 %. Par ailleurs, les incidents de paiement par chèque baissent de 1,2 %, et le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire de 1,3 %.

## L'investissement toujours limité

À fin juin, l'investissement progresse faiblement. Les prévisions les plus favorables concernent les secteurs du commerce et de l'industrie agro-alimentaire. En revanche, les prévisions sont en retrait dans les secteurs du BTP et de l'industrie.

Les importations de biens intermédiaires affichent une légère hausse trimestrielle (+1,6 %, CVS) après deux trimestres consécutifs de baisse. Les importations de biens intermédiaires diminuent (-1,1 %, CVS) à un rythme moins prononcé qu'au trimestre précédent (-2,0 %, CVS).

L'encours des crédits d'investissement continue de progresser à fin juin (+1,3 % en variation trimestrielle), mais enregistre une hausse moins prononcée qu'à fin mars (+2,8 %). L'investissement immobilier des ménages progresse également à un rythme moins soutenu qu'au trimestre précédent : l'encours des crédits à l'habitat des ménages augmente de 0,6 % à fin juin, contre +1,1 % à fin mars. En glissement annuel, l'encours des crédits d'investissement et des crédits à l'habitat enregistrent des hausses respectives de 5,6 % et 5,5 %.

Les indicateurs de vulnérabilité des personnes morales enregistrent des évolutions contrastées. Le nombre d'incidents de paiement sur effets de commerce enregistrent une hausse (+5,6 %), mais diminue fortement en montant (-22,7 %). Le nombre de radiation d'entreprise baisse (-32,2 %) plus fortement qu'au trimestre précédent (-12,2 %). Le nombre de personnes morales en interdiction bancaire poursuit sa hausse ce trimestre (+1,5 %, contre +0,5 % à fin mars).

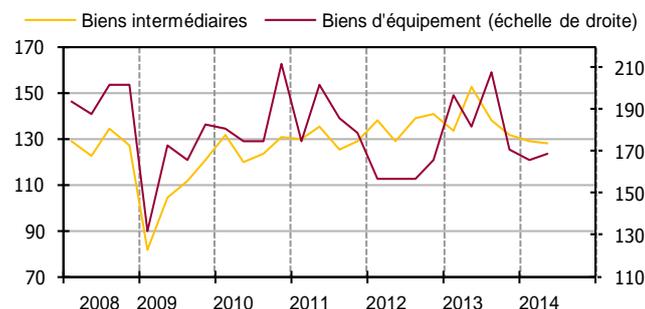
## Baisse des échanges commerciaux

À fin juin, les échanges commerciaux sont en baisse, après avoir augmenté à fin mars.

Les importations ont diminué de 3,9 % au deuxième trimestre 2014 (CVS). Cette évolution tient principalement à la baisse des importations de biens de consommation (-8,3 %, CVS) et de produits agroalimentaires (-2,9 %, CVS). En glissement annuel, les importations diminuent de 11,5 % (CVS).

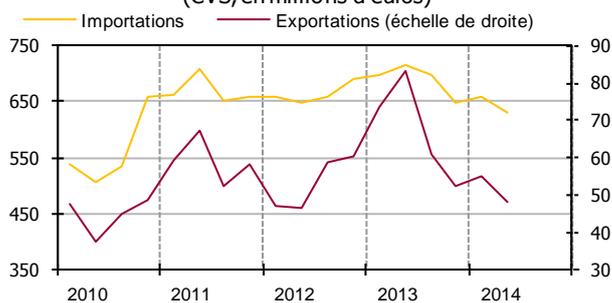
Les exportations sont également en baisse (-12,8 % sur le trimestre). En particulier, les exportations des produits agroalimentaires et agricoles diminuent respectivement de 15,2 % et 6,9 % (CVS). Sur un an, les exportations fléchissent de 42,2 % (CVS).

### Importations de biens destinés aux entreprises (CVS, en millions d'euros)



Source : Douanes

### Échanges commerciaux (CVS, en millions d'euros)



Source : Douanes

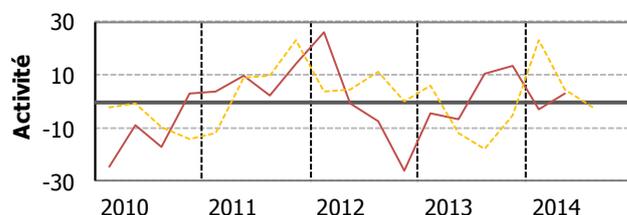
## ACTIVITÉ MOROSE DANS LA PLUPART DES SECTEURS

Selon les premiers résultats de l'enquête de conjoncture, l'activité est en hausse au deuxième trimestre 2014 après avoir marqué le pas en début d'année. Ce regain d'activité s'accompagne d'une amélioration des charges et d'une hausse des effectifs. L'allongement des délais de paiement pèse moins fortement sur la trésorerie des entreprises qui se redresse au deuxième trimestre.

Les chefs d'entreprise restent néanmoins prudents malgré l'amélioration du climat des affaires. L'activité serait en baisse pour le prochain trimestre, tandis que les délais de paiement devraient toujours être détériorés.

Dans le secteur **primaire** et **l'agroalimentaire**, les résultats sont mitigés. L'activité est en hausse au deuxième trimestre 2014, après quatre trimestres consécutifs de baisse. Elle devrait à nouveau fléchir au prochain trimestre.

La baisse des exportations de produits agroalimentaires se poursuit (-15,2 %, CVS) à un rythme plus marqué qu'au trimestre précédent (-1,6 %, CVS). Les exportations de produits agricoles restent élevées (+5,5 % sur un an) quoiqu'en baisse en variation trimestrielle (-6,9 %, CVS). Les exportations de bananes sont dynamiques, progressant de 6,2 % sur le trimestre et de 10,9 % sur un an. La filière canne-sucre a bénéficié de conditions climatiques favorables. En dépit des retards pris dans le démarrage de la campagne cannière, le volume de cannes récoltées (509 437 tonnes en Guadeloupe continentale) se révèle supérieur aux prévisions des professionnels et dépasse la récolte de l'an passé.



Source : Enquête de conjoncture IEDOM

Dans les **industries manufacturières** hors industries agroalimentaires, au deuxième trimestre 2014, l'ensemble des soldes d'opinion restent dégradés. Les prévisions des chefs d'entreprises pour les trois prochains mois restent négatives, excepté pour les prix qui enregistreraient une légère hausse.

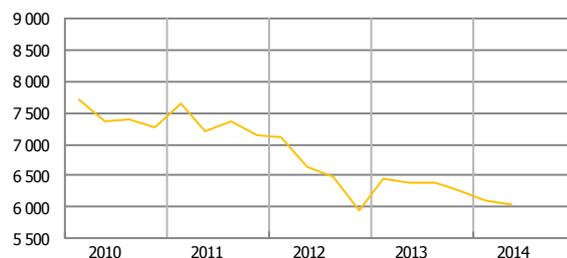
L'activité dans le secteur du **commerce** se stabilise par rapport au premier trimestre, après avoir subi une légère détérioration au premier trimestre. Le marché automobile enregistre un nouveau repli. Au deuxième trimestre, 3 388 voitures neuves ont été immatriculées, soit une baisse de 5,6 % par rapport au trimestre précédent et de 2,1 % sur un an. Si l'activité du secteur devrait enregistrer une légère baisse les trois prochains mois, la quasi-totalité des soldes de gestion devrait en revanche s'améliorer. En particulier, la trésorerie devrait s'assainir et les effectifs devraient être en hausse.

Le recul de l'activité dans le secteur du **bâtiment et des travaux publics (BTP)** s'est accentué au deuxième trimestre et les professionnels n'anticipent toujours pas la reprise du secteur. Ils déplorent le manque d'appels d'offres. Les ventes de ciment sur le marché local poursuivent leur diminution (-8,1 % sur un an, données brutes) et affichent leur sixième trimestre consécutif de baisse. Le nombre de logements autorisés à la construction diminue de 4,3 % sur le trimestre. Au cours des six derniers mois, ce sont 1 871 permis qui ont été délivrés pour la construction de logements neufs, un chiffre en baisse de 1,0 % par rapport à la même période de l'année dernière. Dans ce contexte, les effectifs salariés du secteur demeurent orientés à la baisse (-1,4 % sur le trimestre).

Dans le secteur des **services marchands**, l'activité est en hausse et en nette amélioration par rapport au trimestre précédent. La majorité des soldes de gestion progresse, et les prévisions pour le prochain trimestre sont favorables, excepté les charges qui devraient se détériorer légèrement.

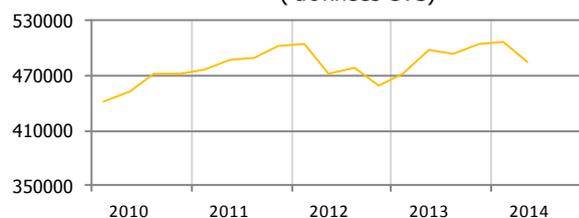
Les chefs d'entreprise dans le secteur du **tourisme** font état d'une nouvelle fois d'une détérioration du climat économique. L'épidémie de chikungunya, la gestion de l'eau, la basse saison à rentabiliser face à la faiblesse de la demande sont autant d'éléments d'inquiétudes qui ont terni les prévisions des professionnels. Selon eux, dans le but de maintenir le chiffre d'affaires, les prix ont été revus à la baisse. À l'aéroport Pôle Caraïbes, le nombre de passagers (hors transit) est en baisse de 4,2 % sur le trimestre (CVS) après avoir progressé au trimestre dernier.

**Effectifs salariés du BTP**



Source : Caisse des congés payés du BTP

**Trafic de passagers hors transit (données CVS)**



Source : Aéroport Pôle Caraïbe. CVS Iedom

## ÉCONOMIE MONDIALE : UNE REPRISE INÉGALE

La croissance mondiale a marqué le pas au premier trimestre 2014, le taux de croissance annuel s'inscrivant à 2,8 % contre 3,8 % au deuxième semestre de 2013. Le FMI a ainsi révisé à la baisse ses prévisions de croissance pour 2014, dans un contexte d'aggravation des risques géopolitiques et de perspectives moins optimistes de plusieurs pays émergents. Après 3,2 % en 2013, la croissance mondiale atteindrait 3,4 % en 2014 puis 4 % en 2015.

La croissance économique a rebondi au deuxième trimestre 2014 aux Etats-Unis après le ralentissement enregistré au premier trimestre, dû à une importante correction des stocks et un hiver rigoureux. Les perspectives de l'économie américaine demeurent favorables, du fait d'un rééquilibrage budgétaire plus modéré et d'une politique monétaire accommodante. La reprise de l'investissement devrait être limitée. Le FMI a de nouveau abaissé sa prévision de croissance aux Etats Unis à 1,7 % en 2014 après 1,9 % en 2013.

Le PIB de la zone euro est resté stable au cours du deuxième trimestre 2014 après une progression de +0,2 % au trimestre précédent. En particulier, le PIB de l'Allemagne a baissé de 0,2 % au deuxième trimestre en raison d'une contribution négative du commerce extérieur et de la baisse des investissements. Selon le FMI, les risques baissiers demeurent préoccupants. Des chocs défavorables pourraient causer une inflation durablement faible ou une baisse des prix. Après deux années de contraction du PIB, le rythme de croissance passerait à 1,1 % en 2014 mais resterait inégal dans la région.

La France a vu son PIB en volume stagner au deuxième trimestre 2014, comme au premier trimestre. Cette évolution s'explique, à l'instar de l'Allemagne, par un nouveau recul de l'investissement des entreprises et un ralentissement des exportations. Le FMI prévoit une croissance de 0,7 % en 2014 après 0,3 % en 2013.

D'après les projections du FMI, la croissance des pays émergents et des pays en développement devrait légèrement ralentir, à 4,6 % en 2014 et serait suivie d'un rebond à 5,2 % en 2015. En particulier, le ralentissement progressif des performances de l'économie chinoise s'explique par un fléchissement de la demande intérieure lié à la maîtrise de l'expansion du crédit. La croissance devrait également ralentir fortement en Russie, les tensions géopolitiques affaiblissant la demande. Dans les autres pays émergents, le repli de la demande explique une moindre progression de l'investissement et un ralentissement de la croissance.

Sources : FMI, BCE, Eurostat, Insee

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)

Directeur de la publication : Nicolas de SEZE – Responsable de la rédaction : J.-M. PAUGAM

Editeur et imprimeur : IEDOM

Achévé d'imprimer : septembre 2014 - Dépôt légal : septembre 2014 – ISSN 1952-9619